

## Modèle d'étude de cas relatif au recouvrement des recettes

Les études de cas doivent servir d'exemples concrets venant de pays qui se sont dotés d'une ou de plusieurs démarches (ci-après la démarche) efficaces de recouvrement des recettes provenant du commerce électronique transfrontalier de marchandises. Ce modèle vise à assurer la cohérence du format dans lequel les études de cas et les informations seront présentées.

De tels exemples peuvent être utiles pour les administrations qui envisagent d'appliquer le Cadre de normes sur le commerce électronique, dans la mesure où les échanges électroniques sont un phénomène assez récent et rares sont les règles spéciales de recouvrement des recettes du commerce électronique de marchandises.

Les caractéristiques des modèles existants ou en cours de développement et leurs principales différences devraient être décrits, tout comme les seuils *de minimis* en vigueur et les étapes de leur révision éventuelle. Il conviendrait aussi de se pencher plus avant sur les méthodes d'évaluation aux fins du calcul des droits et taxes sur les envois de petite taille délivrés aux consommateurs par des services de messageries express, des coursiers ou des opérateurs postaux. Enfin, étant donné les énormes quantités de colis échangés, les opportunités et les défis associés aux systèmes de gestion des risques doivent être examinés.

### 1. Introduction / présentation générale

- Description générale des démarches de recouvrement des recettes du commerce électronique basées sur une des trois démarches (ou une combinaison de démarches) exposées en annexe.
  - Particularités de la démarche de recouvrement des recettes: qui soumet la déclaration de marchandises? Qui s'acquitte des droits de douane, des taxes et redevances (opérateur postal, messagerie express, expéditeur, vendeur en ligne ou plateforme de commerce électronique, acheteur)? Comment et quand (après, avant ou en même temps que la déclaration de marchandises, le dédouanement, sur une base périodique, traitement préalable à l'arrivée et/ou traitement par compte avec paiement différé des droits et taxes).
- Pourquoi cette démarche a-t-elle été développée (ou est-elle cours de développement) pour le commerce électronique?
- Quel est le cadre juridique dans lequel s'inscrit le recouvrement des recettes du commerce électronique?
  - Quels sont les lois qui régissent les mécanismes de recouvrement des recettes (Code, lois et règlements des douanes, etc.)?
  - Existe-t-il des règles spéciales pour la démarche de recouvrement des recettes du commerce électronique? Les règles générales s'appliquent-elles à cette catégorie de marchandises (principe de recouvrement par des tiers, par exemple)?
  - Faut-il édicter des règles (nouvelle législation) adaptées au commerce électronique transfrontalier de marchandises pour le recouvrement des recettes? Si oui, certains pays et unions ont-ils adopté ce genre de règles?
- Seuil *de minimis*
  - Votre pays/votre union applique-t-il/elle un seuil *de minimis*? Si oui, veuillez en indiquer le niveau.
  - Le seuil *de minimis* s'applique-t-il seulement aux droits ou aux droits et taxes?
  - Votre pays/union prévoit-il/elle de réviser ou d'ajuster ces seuils? Si oui, quand?

## **2. Contexte**

- Avez-vous une expérience antérieure d'autres démarches? Comment ont-elles préparé le terrain pour la démarche actuelle?
- Veuillez faire une courte description du cadre réglementaire national dans lequel s'inscrit votre étude de cas (autorités compétentes, seuil *de minimis*, fiscalité, etc.).

## **3. Description de la procédure**

- Faites une description détaillée de la démarche. Vous pouvez ajouter des photos, des diagrammes et des graphiques, des impressions d'écrans, des sites web, etc. pour accompagner la description.

## **4. Avantages et défis**

- Quels sont les avantages et les défis de la démarche retenue en matière de commerce électronique pour votre pays?
- Pourquoi cette démarche est-elle considérée comme la plus efficace pour les échanges électroniques de marchandises? Facilite-t-elle la procédure? Favorise-t-elle l'efficacité de la procédure ou la conformité? Permet-elle d'atténuer le risque de sous-évaluation ou de prévenir les pertes de recettes? Garantit-elle la plus grande prévisibilité des délais de livraison lorsque des droits et taxes sont exigibles? Les conditions dont bénéficie le consommateur (acheteur) sont-elles plus confortables parce qu'il ne doit pas s'acquitter directement des droits et taxes à l'arrivée?
- La démarche est-elle intégrée aux dispositifs de gestion des risques? Si oui, comment?

## **5. Enseignements (si disponibles)**

- Quelle expérience votre administration a-t-elle fait de la mise en œuvre de cette démarche? Que vous a-t-elle enseigné? Ces enseignements peuvent porter sur n'importe quel aspect de la démarche dont (liste non exhaustive): la réglementation, les systèmes, la coopération avec d'autres organes gouvernementaux et avec le secteur privé, la formation du personnel, le renouvellement des ressources et/ou les objectifs politiques atteints.

## **6. Conformité et évolution future (si disponible)**

- Comment la démarche appliquée a-t-elle été accueillie?
- Quelle est l'approche en matière de respect de la législation (pénalités, sensibilisation, etc.)?
- Comment mesurez-vous le succès de la démarche?
- Prochaines étapes (phases, révision, ajustements, etc.)?

## **7. Remarques complémentaires ou dernières observations**

- N'hésitez pas à ajouter des commentaires ou à faire part de remarques.

## 8. Statistiques (si disponible)

Dans cette section, nous vous invitons à indiquer des données statistiques pour compléter l'étude de cas. Nous sommes conscients du problème que peut présenter cette demande et savons pertinemment que certaines informations demandées ne seront peut-être pas exhaustives, ou disponibles. Elles peuvent aussi présenter un niveau d'agrégation trop élevé, ne pas être suffisamment fiable et, par conséquent, ne pas présenter d'intérêt dans le cadre de l'étude de cas. Dès lors, nous vous invitons à compléter cette section au mieux de vos capacités. Si certaines statistiques contiennent ou sont des prévisions fondées sur des recherches, celles-ci peuvent être transmises, ou, à tout le moins, identifiées.

- Volumes annuels et nombre annuel de déclarations
- Volumes déclarés sous *de minimis*
- Nombre d'opérateurs [enregistrés ou non] dans le cadre de la démarche
- Taxes et droits perçus sur les marchandises échangées en ligne
- Durée moyenne de la procédure de dédouanement des marchandises échangées en ligne
- Autres informations importantes.

○

○ ○